

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Contre-la-speculation-la-reprise-en-main-par-l-Etat-argentin-du-commerce-des-cereales>

Souveraineté nationale dans le commerce des céréales

Contre la spéculation, la reprise en main par l'Etat argentin du commerce des céréales ?

- Argentine - Économie - Agroalimentaire -
Date de mise en ligne : lundi 3 février 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le Foro Nacional de Agricultura Familiar et la Fédération Agraire accusent ouvertement les entreprises multinationales exportatrices de faire de la rétention sur les ventes des récoltes et proposent que l'Etat « prenne en charge l'administration du commerce des céréales ».

Dans un communiqué cet organisme souligne qu'il « existe une attaque spéculative qui ne poursuit pas que fins économiques mais qui a des finalités profondément politiques, pour affaiblir le gouvernement national et créer des conditions de déstabilisation ».

En ce sens les agriculteurs estiment que « de nouveau les intentions de destitution se font jour », et a précisé « parmi les multiples variantes spéculatives qu'ils utilisent il y a le report de la vente de la dernière récolte de soja, qui n'est pas dans les mains des petits et moyens producteurs ».

Ainsi il considère que « c'est une manoeuvre des sociétés multinationales exportatrices, qui gèrent une bonne partie de la récolte et de l'exportation de céréales et extorquent le gouvernement pour obtenir de nouvelles dévaluations du peso et ainsi accroître leurs bénéfices extraordinaires ».

« Peu leur importent les effets que cela produit sur l'économie nationale, ils veulent rester avec les réserves monétaires du pays, l'épargne et le travail du peuple argentin », soulignent les agriculteurs.

A leur avis, « on doit sortir de cette situation en approfondissant la portée du projet national et populaire », et pour cela ils soutiennent « que l'Etat doit récupérer le contrôle du commerce extérieur, exportations et importations, comme il l'a fait avec YPF dans le secteur énergétique ».

[Télam](#). Buenos Aires, 3 février 2014.

Les Producteurs membres de la Federación Agraria Argentina (FAA) se sont déclarés en faveur de l'intervention de l'Etat pour éviter la concentration et la spéculation, et rappellent qu'il s'agit d'une des revendications historiques de la l'institution centenaire.

« Nous l'avons dit depuis de nombreuses années dans la Federación Agraria. Nous avons quasi 200 ans d'un marché libre des céréales, où l'Etat intervient nullement, et nous savons tous les irrégularités qui existent, le manque de contrôle qu'il y a », a souligné le représentant de la province de Santa Fe, Eduardo Sorazábal, à l'agence Telam.

Ainsi, remarque-t-il, « avec la spéculations, les exportateurs exercent une pression sur le système démocratique, comme cela est arrivé en de nombreuses occasions dans l'histoire du pays ».

Sorazábal a indiqué qu'autour du commerce des céréales « existe une vision d'indépendance et de souveraineté, et une autre simplement économique ».

« Nous les producteurs que voulons nous si ce n'est que la production soit souveraine et que prenne fin la concentration et la spéculation » Eduardo Sorazábal

Contre la spéculation, la reprise en main par l'Etat argentin du commerce des céréales ?

En ce sens, il considère qu'il « serait nécessaire que l'Etat intervienne », mais estime que « qu'il devra le faire avec de nombreux acteurs proches de la volonté politique ».

« Aujourd'hui nous avons une partie des dirigeants du monde agricole qui sont opposé à ce type de régulation et qui exerce un lobby contre cette mesure », prévient Sorazábal, par rapport à qui fera partie de la table de négociation.

Dans la même ligne, le représentant de la province de Entre Rios, Ricardo Garfia souligne que « la position de la Federación Agraria est en faveur d'une intervention de l'Etat ».

« Ce qui se passe c'est que cette intervention doit avoir un sens, et proposer que les petits et les moyens producteurs restent sur les terres », indique Garfia.

Ajoutant que « aujourd'hui il n'y a pas d'intervention et cela profite aux plus grands », et de souligner que « de par sa nature et sa philosophie, la Federación Agraria demande l'intervention de l'Etat pour soutenir les petits et moyens producteurs et rendre viable leur existence en milieu rural, et que leurs enfants conserve la tradition de vivre et de travailler la terre ».

Le dirigeant de la fédération agricole affirme que « avec une loi on peut décourager la spéculation, et assurer qu'il y ait une production et que soit freinée la concentration ».

De son côté, le représentant de la province de Buenos Aires Andrea Sarnari a déclaré à Télam que pour la FAA « c'est une revendication historique que l'Etat intervienne ».

« L'Etat est l'outil que nous les petits producteurs avons pour pouvoir avoir un marché plus transparent, redistributif et équitable », a souligné Sarnari, précisant : « nous avons déjà élaboré des projets au sein de la Federación Agraria, comme la création d'une agence nationale des céréales ».

En conséquence, assure-t-il les producteurs voient d'« un bon œil que cela commence à prendre forme et aboutisse », prônant que soient « invitées à débattre les parties intéressées pour trouver la meilleure proposition ».

« Nous espérons pouvoir participer pour pouvoir mettre un frein aux grands monopoles qui gèrent la production et nous imposent les prix. Nous faisons partie de la chaîne, mais sans influence sur les prix », affirme Sarnari.

Pour finir, il souhaite que soit créée « une entité publique-privée qui défende la régulation des prix tout au long de la chaîne de commercialisation, avec l'établissement d'un prix minimum garanti, et où l'Etat intervienne ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 2 février 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité](#) - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported.